



Communiqué des Organisations Syndicales du Loiret **CGT, UNSA, FSU, Solidaires**

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ». Les organisations syndicales CGT, UNSA, FSU, Solidaires en dénoncent le caractère injuste et inéquitable. La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs. Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités, il faut une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.
- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.
- Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et ré ouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir.

Elles décident d'une journée nationale d'action interprofessionnelle le **mardi 11 octobre 2011 allant jusqu'à la grève. Elles appellent à trois manifestations:**

10H30

Orléans : parvis de la Cathédrale
Montargis : Place du Pâtis
Gien : Place Jean Jaurès

Orléans, le 27 septembre 2011

Communiqué de la FSU Loiret

Le projet de loi de finances pour 2012, présenté hier en conseil des Ministres, confirme les choix du gouvernement de poursuivre sa logique de réduction des dépenses de l'Etat dans le cadre d'un plan d'austérité injuste qui fait écran de fumée par rapport aux questions réelles du partage des richesses et des nécessaires investissements sociaux et productifs d'avenir.

Le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique d'Etat se traduit par la suppression d'encre 30 400 postes. Soit 150 000 postes supprimés depuis 2008 ! Pour autant notre économie ne se porte pas mieux, les inégalités sociales sont au contraire plus flagrantes et la cohésion sociale est mise à mal.

La FSU réaffirme qu'il faut cesser de considérer les services publics et la Fonction publique comme une charge pour notre pays. Ce sont bien des investissements productifs indispensables qui sont une chance pour l'avenir de notre société. Elle s'est adressée en ce sens à tous les parlementaires pour leur faire part de ses propositions.

L'Education, la Formation et la Recherche font partie des leviers utiles pour sortir de la crise et permettre les évolutions de notre société. Mais le Gouvernement supprime encore 14000 dans l'Education nationale (5700 dans les écoles primaires, 6550 dans les collèges et lycées, 400 postes au sein des personnels administratifs...). Il ne tire aucune leçon du bilan de cette rentrée scolaire dénoncé avec force dans les mobilisations du 27 septembre. Pourtant, Monsieur le Président, « ceux qui protestent » sont aussi « ceux qui travaillent » et qui ne demandent qu'à pouvoir faire encore mieux leur métier au service du public et en l'occurrence pour assurer la réussite de tous leurs élèves ce que ne permet pas la politique éducative actuelle !

Pour concilier qualité et quantité il faut investir à partir des besoins et créer les emplois nécessaires, au lieu de partir du dogme, auquel il faut renoncer, du 1 sur 2 dans la Fonction publique.

Et pour rendre les métiers de la Fonction publique attractifs, il devient urgent de reconnaître le travail des personnels en revalorisant leurs métiers et leur traitement.

C'est une question de justice et de reconnaissance sociale.

Plus que jamais la FSU poursuit sa campagne Fiers du Service public ! en invitant les personnels, les jeunes, les citoyens et les élus à débattre de la situation économique et sociale et du rôle que doit y jouer la Fonction publique. Des mesures urgentes sont nécessaires en matière d'emploi, de pouvoir d'achat et de protection sociale.

En ce sens, la FSU du Loiret appelle les personnels à se mettre en grève le 11 Octobre prochain, à participer aux manifestations prévues et à poursuivre les mobilisations.